

**Rapport d'Evaluation Rapide Multisectorielle (ERM) - Alerte
EH3826 - 3827 - 3828
Mavivi-Mbau, Nord Kivu, Groupement Batangi-Mbau
Solidarités International (SAFER)**



Contexte

Description de la crise

Depuis la fin du mois décembre 2020 jusqu'à début mai 2021, l'axe Mbau - Mavivi situé sur RN 4 reliant Beni à Oïcha a accueilli des personnes déplacées provenant des autres localités suite à plusieurs vagues d'attaques perpétrées par des personnes identifiées aux présumées éléments ADF. Ces actes ont été suivi de pillages, de tueries des personnes, d'enlèvement, etc. Ces déplacés proviennent de plusieurs zones à savoir : (1) les localités du secteur de Rwenzori situé à la limite avec celui de Beni-Mbau en territoire de Beni au Nord Kivu et l'axe Bwanasura – Katabey (Bwanasura, Ndimo, Ndalya, kasoko, Katabey, kalalagwe, ...) de la province de l'Ituri en territoire d'Irumu de la chefferie des Walese Vukutu. Ces déplacements datent respectivement de fin décembre 2020 à début janvier 2021 pour la crise au Nord Kivu et de février à avril 2021 pour celle survenue en Ituri. A cela s'ajoute une nouvelle vague accueillie au début du mois de mai 2021 en provenance de l'axe Makumu – Biakato en territoire de Mambasa en Ituri suite à l'activisme du même groupe armé précitée. Aucun mouvement de retour n'est observé à partir de la zone d'accueil suite à la persistance de l'insécurité dans les zones de provenances des déplacés. Selon des sources locales concordantes, les différentes tentatives de fréquentation des zones de provenances à la quête de vivres se sont globalement soldées par des incidents sécuritaires majeurs. Toutefois, les populations espèrent que l'état de siège décrété au niveau régional permettra de regagner leurs milieux d'origines.



Source des résultats: ¹	EM	IC	RDS/GDC
Code de l'alerte	3826-3827-3828		
Type de crise			
Conflit	100%		
Epidémie	0%		
Catastrophes naturelles	0%		
Autre	0%		
Date de début de crise	09/03/2021	18/03/2021	01/01/2021
Date de fin de crise	En cours	01/05/2021	En cours
Estimations nb total de ménages dans la zone	13855	3644	
Taille moyenne ménages	6,7		
Source: équipe d'évaluation			
Accès physique	Oui		
Accès sécuritaire	Oui		
Présence de la MONUSCO	Oui		
Incidents au cours des 2 dernières semaines	Pas dans la zone de l'évaluation		
Couverture téléphonique	Oui		

Conséquences humanitaires

Lors des différents focus groups et enquêtes ménages organisés auprès des PDI et ménages hôtes, environ 85% des PDI provenant du secteur de Rwenzori et de l'axe Bwanasura – Katabey auraient affirmé avoir été victime de pillages de leurs produits champêtres, stocks de vivres, produits d'élevages, activités génératrices de revenus (AGR) ainsi que leurs AME. Quant à l'abri, près de 40% des maisons ont été incendiés dans le secteur de Rwenzori et environ 25% détruites en Ituri sur l'axe Bwanasura-Katabey dans le territoire d'Irumu en chefferie des Walese Vonkutu.

Perspective d'évolution de la crise

Pour l'instant, toutes les deux zones de provenance de personnes déplacées subissent des affrontements entre belligérants et ne sont pas propices à un quelconque mouvement de retour des populations. Il sied de signaler que depuis novembre 2020, une accalmie est observée sur l'axe Mbau-Mavivi sur les artères principales. Mais, il est difficile d'accéder à plus de 500m dans les périphéries.

Population dans la zone enquêtée par sexe et âge (EM)

Âge	Femmes	Hommes
64+ ans	0%	0%
20-64 ans	2%	2%
6-19 ans	38%	35%
0-5 ans	10%	14%
Total	50%	50%

Source des résultats:

Type spécifique de crise si conflit

	EM	IC	RDS/GDC
Activisme d'acteurs armés	100%	6	
Conflit intercommunautaire	0%	0	
Lutte de pouvoir coutumier	0%	0	
Conflit foncier	0%	0	
Autre	0%	0	

Assistance humanitaire depuis la crise

Nutrition	0%
Abris	2%
Articles Ménagers Essentiels	3%
EHA	6%
Santé	11%
Education	3%
Nourriture	1%
Moyens de subsistance	0%
Protection	0%
Cohésion sociale	3%
Communication	0%
Cash (inconditionnel)	11%
Autre (préciser)	0%
Ne sait pas	1%
Ne se prononce pas	1%
Pas d'aide reçue	58%

Informations sur l'enquête

Méthodologie

Les méthodologies suivantes ont été appliquées pour collecter les données : GDC, les IC, les EM et les OL. Pour l'EM, une base de sondage a été établie à l'issue d'estimation d'effectif de la population au sein de 3 villages composant l'Axe de l'évaluation Mbau-Mavivi. Un effectif brut de 83130 personnes soit 13855 ménages sont repartis dans les 3 localités (Mavivi, Ngite et Mbau). Dans cet effectif, les personnes déplacées représenteraient environ 37,4% de la population actuelle. Un échantillon de 120 ménages a été prélevé dans ces 3 villages. En plus, un échantillonnage raisonné a été appliqué pendant le choix des ménages à enquêter. Une sensibilisation a été faite en amont dans la zone afin d'expliquer à la communauté le bien-fondé de cette enquête ainsi que la répartition de l'échantillon. Des guides locaux étaient utilisés dans l'accompagnement des enquêteurs. Cet échantillonnage a permis de déterminer et ressortir la sévérité de besoins humanitaires dans la communauté. A cela il faut ajouter la Revue de données secondaires (RDS) au niveau de 3 centres de santé (Mavivi, Mangboko et Mbau) et 26 écoles primaires, visite des ouvrages hydrauliques.

Outils ERM	Outils ERM utilisés	Echantillonnage	Stratification	Résultats représentatifs ou indicatifs?
RDS	Non	-	-	Indicatif
IC distance	Non			Indicatif
IC sur place	Oui	Raisonné	Statut PDI	Indicatif
GDC	Oui	Raisonné	Statut PDI	Indicatif
EM	Oui	Aléatoire si	Statut PDI	Représentatif
(OL)	Non	-	-	Indicatif

	EM	IC	RDS/GDC
Date de début de l'enquête	12/05/2021	14/05/2021	30/03/2021
Date de fin de l'enquête	15/05/2021	26/05/2021	31/03/2021
Organisation	SI	SI	SI
Mission inter-agence/inter-organisation?	Non	Non	non

Localité enquêtée	n ménages localité	n ménages enquêtés	n IC enquêtés	n GDC mis en œuvre
Mavivi	8287	87	3	2
Mbau	4158	24	2	2
Ngite	1410	10	1	2

Total	-	13855	121	6	6
--------------	---	--------------	------------	----------	----------

Tableau des charges par sévérité des besoins (% des ménages) pour chaque critère de sévérité ERM (EM)

Secteur	Critère	Sévérité				
		1	2	3	4	5
Contexte	Nombre de ménages déplacés	-	-	-	3644	-
Nutrition	MAG enfants < 5 ans	47%	-	100%	-	0%
	MAG femmes enceintes et allaitantes	40%	-	100%	-	0%
Sécurité alimentaire	Disponibilité d'un marché (moins de 2h à	0%	-	44%	-	56%
	Disponibilité de ressources alimentaires	0%	-	5%	-	93%
	Score de consommation alimentaire (SCA / FI	0%	-	2%	-	98%
	Indice domestique de la faim (IDF / HHS)	47%	-	50%	-	3%
	Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs	0%	-	8%	-	92%
	Indice des stratégies de survie liées au	34%	11%	-	44%	11%
Abris	Type d'abris ET Situation d'occupation de l'ab	18%	38%	9%	1%	0%
Articles ménagers	Niveau de destruction / pillages ET Type de	0%	-	58%	87%	-
	Score card AME	0%	0%	0%	9%	91%
Eau, hygiène et assainissement	Taux de diarrhées enfants < 5 ans	-	-	-	-	-
	Type de source d'eau disponible ET Quantité	0%	0%	0%	0%	27%
	Litres d'eau par personne par jour	48%	21%	1%	30%	-
	Disponibilité d'un système de lavage des	1%	-	0%	99%	-
	Disponibilité des installations sanitaires ET	0%	0%	30%	54%	16%
Éducation	Disponibilité d'une école primaire	95%	-	0%	0%	5%
	Taux d'inscription (école primaire)	34%				
	Taux de fréquentation (école primaire)	23%				
	Lieu physique des classes primaires	75%	-	25%	0%	-

Note: Tous les critères de sévérité ERM sont présentés dans ce tableau. Pour chaque critère, le % de ménages tombant sous chaque niveau de sévérité de 1 à 5 est présenté. Les lignes qui ne comportent pas de résultats sont celles pour lesquelles une échelle de sévérité ne pouvait pas être définie pour ce critère particulier. Il est prévu de développer un modèle de sévérité intersectoriel et global plus complet dans le cadre de la deuxième phase du projet d'harmonisation des ERM, mis en oeuvre par REACH Initiative à partir de mai 2020.

Besoins prioritaires

Besoins prioritaires selon les EM (% des ménages)

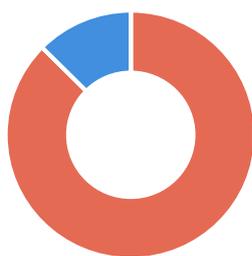
	Priorité 1	Priorité 2	Priorité 3
Pas besoin d'aide humanitaire	0%	0%	1%
Nourriture	55%	26%	7%
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)	0%	1%	1%
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	0%	0%	0%
Abris	3%	4%	5%
Articles Ménagers Essentiels (casseroles, bidons, habits, etc.)	25%	55%	12%
Eau, Hygiène et Assainissement (eau, savon, latrines, etc.)	0%	3%	17%
Santé	1%	6%	36%
Education	1%	0%	3%
Protection (y compris la sécurité)	0%	0%	1%
Cohésion sociale et consolidation de la paix	2%	0%	0%
Communication	0%	0%	0%
Moyens financiers (cash)	11%	5%	13%
Autre	2%	0%	3%

Besoins prioritaires selon les IC (fréquence de réponses pondérée)

	Priorité 1	Priorité 2	Priorité 3
Pas besoin d'aide humanitaire	0	0	0
Nourriture	5	0	0
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)	1	1	1
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	0	0	0
Abris	0	0	0
Articles Ménagers Essentiels (casseroles, bidons, habits, etc.)	0	4	1
Eau, Hygiène et Assainissement (eau, savon, latrines, etc.)	0	0	2
Santé	0	0	0
Education	0	0	0
Protection (y compris la sécurité)	0	0	0
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0	0	1
Communication	0	0	0
Moyens financiers (cash)	0	1	1
Autre	0	0	0

Mouvements de population

Voir tableau des mouvements de population à la fin du rapport



	EM	IC
% estimé de ménages par statut		
Déplacés	87%	19%
Retournés	0%	0%
Communauté hôte / autochtones	13%	81%
Réfugiés	0%	0%
Rapatriés/Expulsés	0%	0%

Analyse des mouvements de population

Les personnes autochtones de la zone d'accueil avaient connu également des attaques à répétitions perpétrées par les hommes armés des présumés ADF au mois d'octobre 2019 et 28 septembre 2020. Cette situation avait poussé la population de cette zone à se déplacer vers Beni et ses périphéries. Durant ces multiples attaques étalées sur de longues périodes, cette population avait abandonné leurs activités de subsistance et elle ne peut toujours pas y accéder. Pendant ces hostilités, la population avait aussi perdu l'ensemble des biens alimentaires, des AME, ainsi que certains abris. Les habitations restantes sont dans un état de délabrement avancé car certaines étaient abandonnées durant une longue période. Suite à l'accalmie observée dans la zone depuis novembre 2020, un mouvement retour de plus de 80% de la population y est observé. Cette accalmie est notamment observée sur l'artère principale de l'axe Mbau-Mavivi qui constitue le lieu d'asile pour les personnes déplacées qui ont fui les attaques des présumés ADF dans le secteur Rwenzori en territoire de Beni au Nord-Kivu et ceux venus de l'axe Bwanasura – Katabey et de l'axe Biakato – Makumu du territoire d'Irumu et du territoire de Mambasa dans la province voisine de l'Ituri. Comme annoncé précédemment, la communauté d'accueil a connu de multiples attaques et donc aussi très vulnérable, ce qui la rend incapable de venir en aide aux personnes déplacées qu'elle accueille. Les personnes déplacées avaient occupé certaines habitations abandonnées avec l'autorisation des autorités locales. Cependant, lorsque les propriétaires apprennent ces occupations à leurs insu cela crée des problèmes entre les propriétaires et les populations déplacées. D'après une estimation, environ 25% des ménages hôtes vivent avec des personnes déplacées, cela exerce un poids sur les moyens de subsistance de ces familles. Ces dernières partagent les rares AME qui existent et la nourriture avec les ménages déplacés. De plus, les champs qui sont au-delà des 500m de l'axe principal ne sont pas accessibles en raison de l'insécurité.

Nombre estimé de ménages par statut (voir synthèse ci-dessous)

Déplacés	12116	3091
Retournés	0	0
Communauté hôte / autochtones	1739	13350
Réfugiés	0	0
Rapatriés/Expulsés	0	0

Nombre total estimé de ménages dans la zone 13855 16441

Taille moyenne des ménages (f) 6,7 -

Pression démographique (ratio déplacés + retournés / communauté hôte) 697% 34%

Proportion de familles d'accueil 13% Non consensus

Estimation du nombre de personnes dans la zone (IC)

Avant la crise	15713
Après la crise	18358

Estimation du nombre de ménages dans la zone (IC)

Avant la crise	2638
Après la crise	3644

Nutrition

<115 mm	Malnutrition Aigüe Sévère = MAS
115-125 mm	Malnutrition Aigüe Modérée = MAM
>125 mm	Pas de malnutrition = -
MAG	Malnutrition Aigüe Globale = MAG (MAS + MAM)

Filles de moins de 5 ans	< 2 ans		≥ 2 ans		Total	
	n	%	n	%	n	%
<115 mm	0	0%	0	0%	0	0%
115-125 mm	1	100%	7	100%	8	100%
>125 mm	0	0%	7	50%	7	47%
MAG	1	100%	7	100%	8	100%

Enfants de moins de 5 ans	< 2 ans		≥ 2 ans		Total	
	n	%	n	%	n	%
<115 mm	0	0%	0	0%	0	0%
115-125 mm	1	100%	7	100%	8	100%
>125 mm	0	0%	7	50%	7	47%
MAG	1	100%	7	100%	8	100%

Femmes enceintes et allaitantes	Total	
	n	%
<185 mm	0	0
185-230 mm	6	100%
>230 mm	4	40%
MAG	6	100%

Analyse nutrition

Aux résultats de revues documentaires des formations sanitaires, sont ajoutées des données venues des Informateurs Clés, des Observations Libres et des Groupes de Discussions Communautaires tenues dans les trois Aires de Santé. Les mesures de Périmètres des Bras des enfants n'ont pas été faites faute de matériel (bandelettes MUAC) et de formation des équipes terrains.

Dans les trois aires de santé visitées, 112 enfants < 5 ans ont été enregistrés et suivis par les responsables des UNTA, dont 69 filles et 43 garçons. Nos sources signalent la fermeture de l'UNTI de CSR Mbau faute d'espace et une diminution sensible du stock d'intrants. Les UNTA estiment que plusieurs dizaines d'autres enfants < 5 ans en état de malnutrition modérée vivent dans la communauté, sans un suivi quelconque et ne viennent pas consulter les services sanitaires. Les RECOs formés et chargés de la prise en charge communautaire des cas de malnutrition modérées, ne sont pas motivés et donc non dynamiques.

Durant cette période 27 femmes en âge de procréer parmi lesquelles 3 femmes enceintes et 24 femmes allaitantes, ont été enregistrées et suivies dans les centres de santé d'accueil. Certaines ont été réhabilitées et déchargées durant la période requise et d'autres étaient suivies durant les CPN. Il est nécessaire d'accroître l'appui à ces unités de soins.

Sécurité alimentaire

Principales activités de subsistance ²

	EM	IC	Sévérité
Travail journalier	76%	11	
Agriculture de subsistance	17%	4	
Agriculture de rente	1%	4	
Activités de pêche	0%	0	
Activités de chasse/Cueillette	1%	0	
Élevage	0%	0	
Exploitation minière artisanale	0%	0	
Petit commerce/vente charbon	0%	0	
Gagne un salaire	0%	0	
Envois de fonds	0%	0	
Autre	5%	2	

Accès à la terre



	EM	IC
Oui	33%	<25%
Non	67%	-

Pratique de l'agriculture



	EM	IC
Oui	93%	<25%
Non	7%	-

Problèmes liés à l'agriculture

	EM	IC
manque de terre/petite superficie disponible	46%	2
manque de semences	42%	2
probleme fertilité sols	1%	0
maladies cultures/ravageurs	0%	0
presence chenilles	1%	0
Betes sauvages ravagent	0%	0
manque outils machines	40%	0
manque entrepots cultures	0%	0
manque main œuvre	1%	0
manque ecoulement production	1%	0
insuffisance des pluies	1%	0
abondance des pluies/inondation	0%	0
insecurite violence combats	36%	2
pillage de recoltes	11%	0
Autre	1%	4

Proportion des cultures endommagées (IC)

> 75%

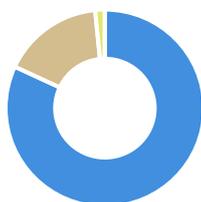
Proportion des champs détruits (IC)

>75%

Disponibilité d'un marché (moins de 2h à pied)



	EM	IC
Oui	44%	9
Non	56%	2



Distance au marché

	EM	IC
< 45 minutes	82%	
46 minutes-2 heures	17%	
Plus que 2 heures - demi-journée	2%	
Plus que demi-journée/pas d'accès	0%	

Disponibilité des produits sur le marché	EM	IC	Sévérité
Pas de variation	0%	0	
Plus de biens	4%	0	
Moins de biens	96%	9	

Fluctuation des prix sur le marché

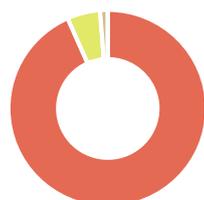
Pas de variation	0%	0
Les prix ont augmenté	90%	9
Les prix ont un peu augmenté	10%	0
Les prix ont diminué	0%	0

Disponibilité d'un marché (moins de 2h à pied) ET Disponibilité des produits sur le marché ET Fluctuation des prix sur le marché

Marché accessible, réduction/pas de changement des prix, augmentation/pas de changement des biens disponibles	0%	1
Marché accessible, augmentation des prix et/ou diminution de la disponibilité des produits	44%	3
Pas de marché accessible	56%	5

Principales sources d'acquisition de nourriture

Production personnelle	9%	10
Reçu - aide alimentaire ONG/gouv./OI	0%	4
Reçu - cadeau d'amis / relatifs	19%	2
Marché	19%	6
Travail pour de la nourriture	0%	7
Cueillette, chasse ou pêche	7%	0
Achat auprès d'un voisin	11%	0
Petit commerce/vente charbon	1%	0
Troc	82%	7
Emprunt auprès de relatifs/hôtes	7%	0
Emprunt auprès d'étrangers	1%	0
Zakat/don charitable/offrande	8%	0
Autre	1%	0



Disponibilité de ressources alimentaires

Aucune réserves	93%	5
1-2 semaines	5%	3
3-4 semaines	1%	
Plus de 4 semaines	0%	1

Nombre moyen de repas par jour

Pour les adultes	1,0
Pour les enfants	1,2
Pour les ménages en général	1 repas

Niveau de faim de la plupart des ménages de la zone (IC)

Presque pas de faim	0
La faim est limitée, des stratégies sont disponibles pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	0
La faim est importante, les options sont limitées pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	11
La faim est la pire qu'elle puisse être, partout dans la localité, et causant de nombreux décès	0

Score de consommation alimentaire (SCA / FCS) ³



EM

Sévérité

1
3
5

Indice domestique de la faim (IDF / HHS) ⁴



EM

1
3
5

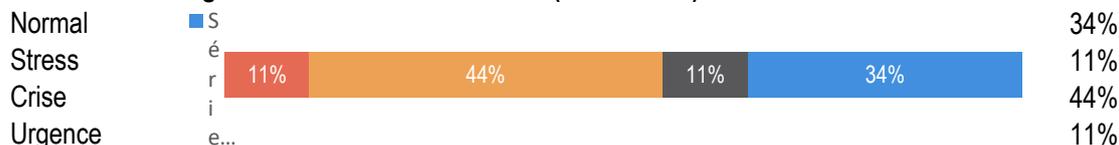
Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI) ⁵



EM

1
3
5

Indice des stratégies de survie liées au revenu (ISSR / LCSi)



EM

1
3
4
5

Les trois stratégies de survie les plus répandues dans la zone évaluée (IC)

Acheter de la nourriture avec de l'argent emprunté	5
Emprunter/demander de la nourriture	10
Cueillir de la nourriture sauvage	0
Consommer des semences destinées à la prochaine saison/récolter des cultures pas encore prêtes	0
Envoyer les enfants manger avec les voisins	0
Vendre des biens immobiliers	4
Vendre plus de bétail que d'habitude pour cette période de l'année	0
Abattre plus de bétail que d'habitude pour cette période de l'année	0
Chasser plus que d'habitude pour cette période de l'année	0
Pêcher plus que d'habitude pour cette période de l'année	0
Déménager les familles dans des camps de bétail ou de pêche plus souvent que la normale	0
Envoyer des familles dans des camps de déplacés pour recevoir de l'aide alimentaire	2
Aucune	0
Autre	2

Analyse Sécurité alimentaire

Les populations déplacées accueillies dans la zone ont perdu la quasi-totalité leurs moyens subsistances (produits de champs, d'élevage, des AGR...) lors des conflits. Les produits agricoles ont été pillés, les stocks de vivres abandonnés ou consommés au sein des maisons. Les cultures ont été abandonnées aux champs au stade de croissance et à la récolte. Les ménages autochtones ont accès difficilement à leurs champs situés à plus d'un kilomètre dans les zones encore insécurisées.

Certains ménages déplacés ou résidents tentent d'effectuer des mouvements pendulaires vers leurs milieux d'origines ou dans leurs champs à la recherche de vivres mais le risque est encore beaucoup trop important. Il s'observe ainsi une hausse des prix de denrées alimentaires de base sur les marchés locaux.

Les autochtones survivent grâce à la nourriture issue des anciens champs proches des agglomérations surtout de bananes plantains, colocas, la cueillette des feuilles de manioc et l'extraction de l'huile. Les ménages déplacés vivent quant à eux des emplois journaliers payés en nature auprès des résidents soit ils se déplacent vers la ville de Beni ou vers Oïcha pour des travaux journaliers suite à la rareté des emplois journaliers dans la zone d'accueil.

Les produits d'élevage sont inexistant, d'où le faible accès aux aliments de qualité en quantité suffisante suite à la modicité des revenus des ménages. Le menu est composé de féculents accompagnés de légumes verts. A la période de la présente évaluation, seules les ONGs SOFEPADI et CEPAC ont appuyés certains ménages déplacés et familles d'accueils en semences vivriers et maraîchère ainsi qu'en géniteurs (chèvres et porcins) et volailles.

Abris

Type d'abris (EM)	EM	Sévérité
Maison (construction durable)	57%	
Abri d'urgence (non-durable)	35%	
Centre collectif	0%	
Ecole transformée en centre collectif	1%	
Pas d'abris (à la belle étoile)	0%	
Autre	8%	
Situation d'occupation des maisons (EM)		
Propriétaire	16%	
Accueilli par une famille d'accueil	59%	
Prêté gratuitement avec autorisation du propriétaire	11%	
Occupée gratuitement avec autorisation d'une personne tierce	8%	
Occupée gratuitement sans autorisation	0%	
Louée (contre loyer)	5%	
Autre	1%	
Situation d'occupation des abris d'urgence (EM)		
Accueilli par une famille d'accueil	73%	
Construit sur parcelle d'une famille d'accueil gratuitement	9%	
Construit sur parcelle d'une famille d'accueil contre loyer/travail	8%	
Construit sur sa propre parcelle	8%	
Dans un site de déplacés, situé près ou dans une localité	2%	
Dans un site de déplacés isolé, éloigné d'une localité	0%	
Autre	0%	
Type d'abris ET Situation d'occupation de l'abri (EM)		
Maison Et : propriétaire	9%	1
Maison Et : empruntée gratuitement avec autorisation du propriétaire de la maison	6%	
Maison Et : louée	3%	
Maison Et : accueilli par une famille d'accueil	33%	
Maison Et : occupée avec l'autorisation de quelqu'un d'autre que le propriétaire	5%	
Maison Et : occupée gratuitement sans autorisation (occupation secondaire)	0%	2
Abri d'urgence Et : construit sur parcelle d'une famille d'accueil gratuitement	3%	
Abri d'urgence Et : construit sur parcelle d'une famille d'accueil en l'échange d'un paiement (loyer) ou de services rendus (travail)	3%	3
Abri d'urgence Et : construit sur sa propre parcelle	3%	
Abri d'urgence Et : dans un site de déplacés situé près de, en périphérie ou dans d'une ville	1%	
Abri d'urgence Et : dans un site de déplacés isolé	0%	4
Centre collectif (pas école)	0%	
Ecole transformée en centre collectif	1%	
Pas d'abris	0%	
Promiscuité dans les abris (EM)		
Pas tous les membres du ménage ne dorment dans la même chambre	36%	+1
Tous les membres du ménage dorment dans la même chambre	64%	
Nombre moyen m² par personne (EM)	2,3	3

	IC	Sévérité
Part de la population logée dans des abris durables (IC)	25-50%	1
Centre collectif école (IC)	> 75%	3
Part de la population logée dans des abris d'urgence (IC)	51-75%	4
Part de la population logée dans des abris collectifs (IC)	Aucun	4
Part de la population sans abri (IC)	Aucun	5
Proportion des abris endommagés ou détruits dans la localité de départ (IC)	51-75%	
Niveau de destruction des abris dans la localité de départ (IC)	Forte	
Proportion des ménages où tous les membres dorment dans la même chambre (IC)	> 75%	

Analyse Abris

La situation d'abris pour les PDI est préoccupante. Sur l'axe certains PDI sont logés dans des maisons abandonnées et les autres dans des familles d'accueil. Seuls les pygmées à Mbau sont logés dans une école ainsi qu'une dizaine des familles de PDI à Mavivi habitent dans un centre d'apprentissage non opérationnel. A Mavivi et Ngite, dans les Familles d'Accueil (FA), on a en moyenne 2 à 3 ménages de personnes déplacées, tandis qu'à Mbau en moyenne 4 à 5 ménages habitent dans une FA. Les enfants et les adultes dorment ensemble sans tenir compte du genre d'où une promiscuité observée.

Par ailleurs, les PDI vivant dans des maisons abandonnées ont parfois des menaces d'expulsions si le propriétaire retourne dans la zone. Ils sont obligés de chercher une autre maison ou payer un loyer, alors que ces ménages n'ont pas les moyens financiers pour payer un logement.

Comme réponse, l'ONG NRC est en train de construire des hangars pour abriter 92 ménages, et AIDES construit 200 abris semi durables pour les familles d'accueil les plus vulnérables et ainsi élargir leur capacité d'accueil.

En effet, pour couvrir ce gap, il serait nécessaire d'octroyer aux ménages déplacés des abris d'urgence (bâche) pour palier à cette problématique.

Articles ménages essentiels (AME)

			EM	IC	Sévérité
Destructions et pillages		<ul style="list-style-type: none"> Pas de destructions et pillages Destructions/pillages importants 	0%		
Proportion des ménages ayant subi de pertes d'AME suite à la crise (IC)				> 75%	
Déplacement préventif ou réactif		<ul style="list-style-type: none"> Déplacement préventif Déplacement réactif 	0%	Aucun	
Niveau de destruction / pillages ET Type de déplacement (EM)					
Pas de destructions / pillages			0%		1
Destructions / pillages limités			-		2
Destructions / pillages importants Et : Déplacement préventif des personnes affectées			0%		3
Destructions / pillages importants Et : personnes affectées hébergées en famille d'accueil			58%		3
Destructions / pillages importants Et : Déplacement réactif des personnes affectées (après le début de la crise)			87%		4
Destructions / pillages importants Et : Personnes affectées retournées dans leur zone d'origine			0%		4
Destructions / pillages importants Et : Personnes restées dans la zone affectée par la crise (communautés hôtes / autochtones)			0%		4

Score card AME

	EM	IC	Sévérité
< 1	0%		1
1 – 1.9	0%		2
2 – 2.9	0%		3
3 – 3.9	9%		4
4 – 5	91%		5

Besoins prioritaires en AME (IC)

Couverture et draps	9
Support de couchage	6
Bidons de stockage	7
Casseroles	11
Moustiquaire	0
Seau	0
Savon	0
Aucun	0
Autre	0

Analyse Articles ménages essentiels

Les différentes incursions des hommes armés étaient soudaines et à répétition. Il a été révélé des GDC, enquêtes ménages et observations directes que les personnes déplacées n'ont rien emportées comme AME. La communauté hôte (CH) généralement constituée de familles d'accueils (FA) a aussi été victime de plusieurs attaques aux mois d'octobre 2019 et septembre 2020, ce qui fait qu'elle ne possède pas suffisamment d'AME pouvant couvrir leurs besoins ménagers de base. La majorité des déplacés utilise les mêmes AME que les FA, elles sont utilisées à tour de rôle. Seulement la moitié des FA possède des AME de manière suffisante, suite au manque de moyen de subsistance, le renouvellement des AME demeure difficiles pour ces ménages hôtes. C'est ainsi qu'une assistance en Cash direct serait favorable et adaptée, qui leur permettrait de s'acquérir des AME aux marchés de Beni et Oïcha.

Eau, hygiène et assainissement (EHA)

	EM	IC	Sévérité
Taux de diarrhées chez les enfants de moins de 5 ans dans la zone	17%	4%	2
<small><15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5</small>			

Nombre et types de source d'eau fonctionnelle (IC)

Robinetts privés		0
Robinetts public / bornes fontaines		9
Puits à pompe/forage		2
Puits creusé aménagé		0
Source naturelle aménagée		37
Source naturelle non-aménagée		43
Eau de pluie (nombre de ménages collectant l'eau de pluie)		43
Camion-citerne		0
Charrette avec petite citerne		0
Kiosque / échoppe / boutique à eau		0
Eau En bouteille / Eau en sachet (nombre de points de vente)		0
Eau de surface (rivière, barrage, lac, mare, courant, canal, système d'irrigation)		32

Quantité d'eau subjective (perception des répondants)

		EM	Sévérité
Assez d'eau pour tous les besoins	A	66%	1
Pas assez d'eau pour d'autres fins domestiques	s	32%	2
Pas assez d'eau pour l'hygiène personnelle	s	32%	3
Pas assez d'eau pour cuisiner	e	25%	4
Pas assez d'eau pour boire	z	27%	5

Litres d'eau par personne par jour (EM)

Plus de 15 litres	■	48%	1
8-15 litres	■	21%	2
5-7 litres	■	1%	3
0-4 litres	■	30%	4

Temps pris pour aller chercher l'eau

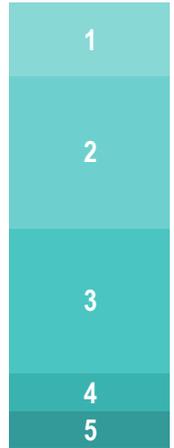
< 45 minutes	■	63%
46minutes-2 heures	■	35%
Plus que 2 heures	■	1%

Problèmes d'accès à l'eau

Points d'eau trop éloignés	■	10%	4
Points d'eau difficiles d'accès		0%	0
Chercher l'eau est une activité dangereuse	■	6%	0
Accès restreint pour certains groupes		0%	0
Pas assez de points d'eau/temps d'attente important	■	47%	9
Les points d'eau ne fonctionnent pas/sont fermés		0%	8
L'eau n'est pas disponible sur le marché		0%	0
L'eau est trop chère		0%	4
Pas assez de récipient pour stocker l'eau	■	47%	13
Ne considère pas l'eau comme potable	■	5%	0
Autre	■	1%	0

Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire à la collecte de l'eau (EM)

Assez d'eau pour boire Et : assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et : l'eau provient d'une source améliorée Et : le temps pour la chercher est < 45 min	0%
Assez d'eau pour boire Et : assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et : L'eau provient d'une source améliorée Et : le temps pour la chercher est > 45 min	0%
Assez d'eau pour boire Et : pas assez pour les besoins domestiques Et : l'eau provient d'une source améliorée	0%
Assez d'eau pour boire Et : assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et : l'eau provient d'une source non-améliorée	0%
Assez d'eau pour boire Et : pas assez d'eau pour les besoins domestiques Et : l'eau provient d'une source non-améliorée	0%
Accès à de l'eau de surface uniquement	0%
Pas assez d'eau pour boire	27%



Disponibilité d'un système de lavage des mains



Oui	1%
Non	99%

<25%

Eau pour le système de lavage des mains (EM)



Oui	50%
Non	50%

Savon pour le système de lavage des mains (EM) / accès au savon (IC)



■ Oui
■ Non

EM
50%
50%

IC
<25%

Sévérité

Part de la population se lavant les mains plusieurs fois par jour (IC)

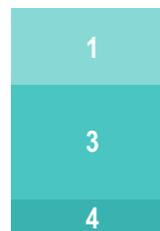
- <25%

Pratiques de lavage des mains (EM)

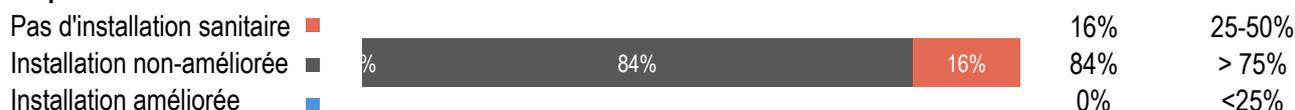


Disponibilité d'un système de lavage des mains ET de savon ET pratiques de lavage des mains (EM)

Une station de lavage de mains est disponible sur place ET : équipée en eau Et : utilisée par les usagers Et : du savon est disponible	1%
Une station de lavage de mains est disponible sur place ET : équipée en eau Et : du savon n'est pas disponible	0%
Une station de lavage de mains est disponible Et : non équipée en eau	1%
Il n'y pas de système de lavage des mains disponible	99%



Disponibilité des installations sanitaires ⁷



Partage des installations sanitaires

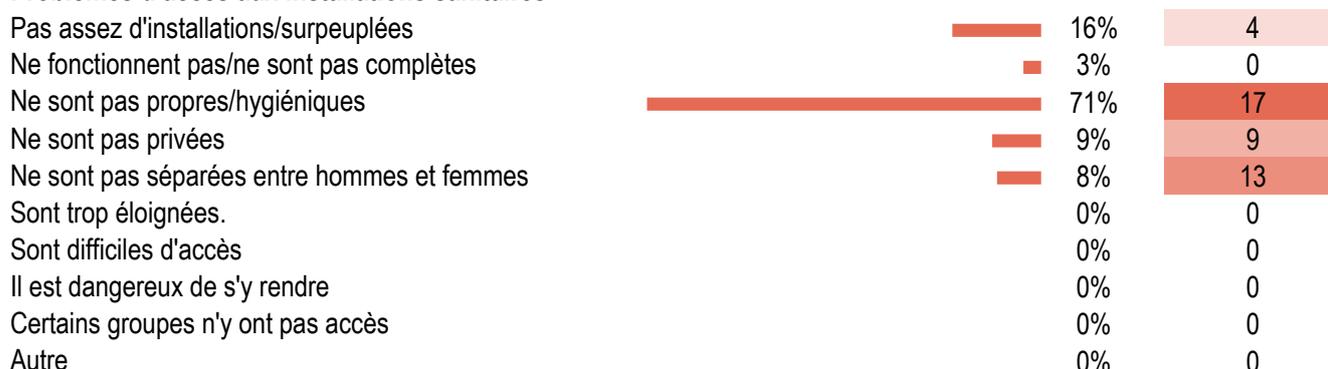


■ < 4 ménages
■ > 4 ménages
■ Ne sait pas
■ Ne se prononce pa

40%
56%
0%
4%

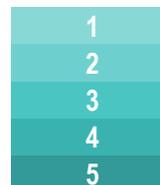
<25%

Problèmes d'accès aux installations sanitaires



Disponibilité des installations sanitaires ET Partage des installations sanitaires (EM)

Installations améliorées disponibles Et : partagés par quatre ménages au plus	0%
Installations améliorées disponibles Et : partagés par plus de quatre ménages	0%
Installations non-améliorées disponibles Et : partagés par quatre ménages au plus	30%
Installations non-améliorées disponibles Et : partagés par plus de quatre ménages	54%
Pas d'installation sanitaire disponible / Défécation à l'air libre	16%



Problèmes environnementaux rapportés (IC)

	IC
Présence de matières fécales	11
Eau stagnante	4
Déchets solides domestiques	17
Déchets organiques en décomposition	0
Rongeurs/rats	0
Aucun	0

Analyse Eau, hygiène et assainissement

1. Accès en eau : La zone évaluée a un besoin en eau potable, seulement 38% des ménages autochtones et déplacés ont accès à une eau salubre provenant des ouvrages en bon état ; 48% s'approvisionnent en eau de boisson aux points d'eau aménagés mais en délabrement avancé, avec plusieurs difficultés techniques qui fournissent de l'eau insalubre et 14% de ménages se dirigent vers les eaux de sources non aménagées.

2. Infrastructure d'assainissement : L'insuffisance/ou manque des latrines au moins dans 60% des structures scolaires visitées. Dans la communauté en moyenne 30% ont accès à une latrine du type local, construite en matériaux locaux mais non entretenue. Absence de trous à ordures dans les parcelles.

3. Hygiène : Les pratiques hygiènes de base sont moyennement observées dans la communauté bien que certaines personnes en ont quelques connaissances. L'accès au savon est difficile en majorité parmi les foyers déplacés.

Source d'obtention des soins

	EM	IC	Sévérité
Structure de santé (centre, clinique, etc.)	71%	13	
Guérisseur traditionnel / religieux	1%	0	
Reste à la maison / se soigne soi-même	25%	4	
Autre	3%	0	

Conditions d'accouchement

A la maison avec famille	1%	0	
A la maison avec sage-femme	0%	0	
A la maison avec infirmier	0%	0	
Centre de santé/d'accueil	99%	17	
Autre	0%	0	

**Disponibilité d'une structure de santé**

Moins de 45 minutes	75%	0	
Entre 45 minutes et 2 heures	25%	15	
Entre 2 heures et une demi-journée	0%	2	
Plus que demi-journée (ou pas d'accès)	0%	0	

Type de structure de santé disponible (IC)

Hôpital	0	
Centre de santé	6	
Clinique mobile	0	
Centre de santé de référence	8	
Poste de santé	0	
Autre	0	

Problèmes d'accès aux soins (EM)

	EM	IC	Sévérité
Structure de santé trop loin / inexistante	1%		
Manque de moyens pour payer les soins	98%		
Structure de santé manque de médicaments	0%		
Structure de santé manque d'équipements	1%		
Structure de santé manque de personnel soignant	0%		
Structure de santé est surchargée / trop de patients	0%		
Autre (préciser)	0%		
Problèmes d'accès sécuritaire	0%		

Problèmes d'accès aux soins (IC)

Infrastructures de santé partiellement ou totalement détruites	0	
Manque de personnel médical qualifié dans les centres de santé	0	
Manque de médicaments	8	
Manque de moyens pour payer les soins de santé	17	
Problèmes d'accès physique (y compris la distance trop élevée)	0	
Problèmes d'accès sécuritaire	8	
Autre	0	

Symptômes chez les enfants de moins de 5 ans



Pour la diarrhée: <15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5

Symptômes chez les personnes de plus de 5 ans (EM)



Ménages dorment sous des moustiquaires



Réponse	Prévalence	Seuil
Oui	11%	<25%
Non	89%	

Maladies rapportées (IC)

Maladie	IC	
	Cas suspects	Cas confirmés
Paludisme	0	1144
Infection Respiratoire Aigue	0	21
Diarrhées aigüe	0	60
Typhoïde	0	3
Malnutrition aigüe globale	0	10
Rougeole	0	0
Choléra	0	0
Fièvre jaune	0	0
Fièvre hémorragique	0	0
Autre	0	0

- Augmentation des consultations intra-hospitalières journalières
- Disponibilité de médicaments
- Disponibilité d'équipements médicaux
- Augmentation du ratio patients/personnel soignant (aire de santé)

IC
Très forte augmentation (Plus de 70%)
Manque grave
Manque modéré
Très forte augmentation (Plus de 70%)

Analyse Santé

Avec l'arrivée de personnes déplacées dans la zone, la pression sur les services sanitaires a augmenté. Les consultations ont doublé (100 %). Le ratio patients/personnel soignant était perturbé. La capacité d'accueil des structures de soins a explosé, certains patients reçoivent des soins dans les couloirs, faute d'espace et des lits. D'après les résultats de GDC et des échanges avec les responsables de formations sanitaires, le programme FBP (Financement Base sur la Performance) de EUP/FASS ne rembourse pas les fonds depuis six (6) mois, cela est devenu un problème au fonctionnement de ces centres de santé. Le manque des moyens financiers des ménages déplacés est aussi à l'origine de la sous-utilisation des services. Les analyses sanitaires ont montré un taux moyen de 6 % d'enfants de moins de 5 ans souffrant des diarrhées. La capacité physique des stocks de médicaments ne cesse de diminuer et rend difficile les prestations du personnel soignant. Cependant la consommation des eaux surfaciques observée dans certains villages, risque d'augmenter le taux des diarrhées et autres maladies d'origine hydrique. Ces formations sanitaires n'ont pas des capacités de stock d'eau pour leurs besoins quotidiens. Elles ne reçoivent aucun appui extérieur et peinent à développer un mécanisme de contingence.

Protection

Nombre et type d'incidents de protection

	EM	IC - principales préoccupations par groupe			
		H +18 ans	F +18 ans	H -18 ans	F -18 ans
Meurtre	48%	11	9	6	6
Mutilations/coups et blessures	27%	11	6	6	6
Violences intercommunautaires	1%	0	0	0	0
Violences sexuelles	2%	0	6	0	12
Enlèvements ou tentative d'enlèvement	22%	9	9	6	6
Blessés/morts dus aux mines	0%	6	4	4	4
Mariage précoce/forcé	0%	0	0	0	6
Violence conjugale	1%	0	2	0	0
Séparation des familles	1%	4	4	0	0
Pillages	34%	14	14	2	2
Vol, braquage, cambriolage	0%	N/A	N/A	N/A	N/A
Pillage du bétail	6%	11	6	0	0
Arrestations arbitraires	0%	4	0	0	0
Harcèlement ou divulgation de renseignements	0%	0	2	0	2
Recrutements/enrôlements forcés d'adultes par des acteurs armés	0%	0	0	0	0
Recrutements/enrôlements forcés d'enfants par des acteurs armés	0%	N/A	N/A	N/A	N/A
Membre adulte du ménage démobilisé d'un groupe armé	0%	0	0	0	0
Membre enfant du ménage démobilisé d'un groupe armé	0%	N/A	N/A	N/A	N/A
Travaux forcés	0%	0	0	0	0
Autre	2%	0	0	0	0
Ne sait pas	3%	N/A	N/A	N/A	N/A
Ne se prononce pas	11%	N/A	N/A	N/A	N/A

Nombre et situation d'enfants non-accompagnés (ENA)

Ménages ayant accueilli au moins 1 ENA	EM	5%
Nombre moyen d'ENA recueillis		1,5
Ménages estimant être en mesure de s'occuper convenablement de ces ENA		N/A
Nombre estimé d'ENA dans la zone (IC)		

Nombre et situation de personnes en situation de handicap (PSH) (EM)

Ménages avec au moins une PSH	EM	15%	IC
Proportions de PSH étant des enfants		44%	
Proportions de PSH étant des adultes		34%	
Proportions de PSH étant des personnes âgées		34%	
Proportion de ménages dont le chef est une PSH		8%	
Proportion des chefs de ménage PSH exerçant une activité génératrice de revenu		0%	

Perception de la communauté hôte par rapport aux déplacés et/ou des retournés

Tensions avec la communauté d'accueil	2%	0
Communauté hôte prête à assister pour le temps nécessaire	27%	10
Communauté hôte prête à assister pour un temps limité	39%	4
Ils constituent une main d'œuvre bon marché pour les travaux journaliers	16%	0
Ils sont responsables des problèmes de protection et d'insécurité	0%	0
Pas d'information	16%	0

Disponibilité d'un mécanisme communautaire de médiation



1 Oui	78%	14
2 Non	1%	0
3 Ne sait pas	20%	0

Tensions sociales liées à la propriété et la terre

Pas de tensions	82%	14
Tensions modérées	2%	0
Tensions très graves	0%	0
Ne sait pas	1%	0
Ne se prononce pas	15%	0

Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG)



Oui	0%	0
Non	81%	14
Ne sait pas	0%	0
Ne se prononce pas	19%	0

Perception de risque d'incidents liées aux REG



Risque existe	3%	0
Risque n'existe pas	78%	14
Ne sait pas	0%	0
Ne se prononce pas	19%	0

Ménages dirigés par une personne mineure (EM)

0%

Ménages dirigés par une femme (EM)

82%

Analyse Protection

Lors du déplacement brusque de la population victime des attaques des groupes armés, elle a abandonné les AME nécessaires et produits agricoles aux champs et ces produits ont été pillés ou incendiés dans la zone de provenance. Ils vivent dans une vulnérabilité multisectorielle dans la zone d'accueil. Il leur est difficile d'accéder au champ se trouvant à plus de 500m de la route principale. Devant cette difficulté d'accès à la nourriture, certains font des mouvements pendulaires dans la zone de provenance ou ils sont souvent victimes d'enlèvements, de coups et blessures, de violence basé sur le genre, certains sont même tués. Les querelles et stigmatisation au niveau des sources, la présence d'enfants non accompagnés, les tensions quant à l'occupation des abris ont été révélés par les PDI en focus groups. Certains ménages sont expulsés par les propriétaires (tel est le cas des pygmées qui se trouvaient dans une école à Mbau pour qui NRC est en train de construire des hangars). La sur militarisation de la zone est la source de beaucoup de violations des droits de l'homme (harcèlement, coups et blessure, extorsion, meurtre). Selon les sources sanitaires de Mbau, au moins 75% des cas de violences basés sur le genre reçus en consultation ont été l'acte de présumés agents de l'ordre.

Éducation

Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle

Oui (< 1 heure à pied pour un enfant en âge primaire)
Non (> 1 heure à pied / Pas d'école primaire fonctionnelle)



EM

95%
5%

IC

11
0

Sévérité

Raison de l'indisponibilité d'une école

Trop loin / Jamais eu d'école 0%
Occupée par des déplacés 0%
Occupée par des personnes armées 0%
Endommagée / détruite suite à des violences communautaires ou un désastre naturel 0%
Endommagée / détruite suite à une attaque par des personnes armées 100%
Endommagée / détruite pour des raisons non-liées à des violences ou un désastre 0%
Fermée 0%
Autre 0%

Ecole primaire fonctionnelle endommagée



Oui 0%
Non 91%
Ne sait pas 9%

0
11

Ecole primaire fréquentée par des personnes armées (EM)

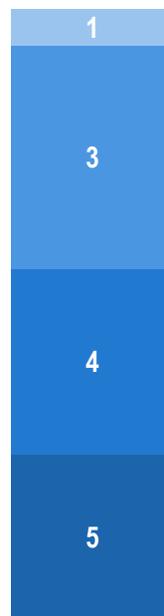


Oui 0%
Non 91%
Ne sait pas 9%

0
11

Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle ET Raison de l'indisponibilité d'une école ET Endommagement de l'école (EM)

Ecole fonctionnelle disponible 95%
Ecole fermée 0%
Ecole non fonctionnelle Car : occupée par des déplacés 0%
Ecole fonctionnelle Mais : endommagée pour des raisons non-liées à des violences ou un désastre naturel 0%
Ecole fonctionnelle Mais : endommagée suite à des violences communautaires ou un désastre naturel 0%
Pas d'école disponible (Trop loin / jamais eu d'école disponible) 0%
Ecole non fonctionnelle Car : endommagée / détruite pour des raisons non-liées à des violences ou un désastre naturel 0%
Ecole non fonctionnelle Car : endommagée / détruite suite à des violences communautaires ou un désastre naturel 0%
Ecole fonctionnelle Mais : endommagée suite à une attaque par des personnes armées 0%
Ecole non fonctionnelle Car : occupée par des personnes armées 0%
Ecole non fonctionnelle Car : endommagée / détruite suite à une attaque par des personnes armées 5%



Taux d'inscription à l'école primaire (EM)

Filles de 6 à 11 ans 41%
Garçons de 6 à 11 ans 32%
Filles de 12 à 17 ans 28%
Garçons de 12 à 17 ans 31%
Total 34%



Taux total >=70% = Sévérité 1; 51% - 69% = Sévérité 2; 36% - 50% = Sévérité 3; 16% - 35% = Sévérité 4; <= 15% = Sévérité 5

Taux de fréquentation de l'école primaire (EM)



Taux total $\geq 70\%$ = Sévérité 1; 51% - 69% = Sévérité 2; 36% - 50% = Sévérité 3; 16% - 35% = Sévérité 4; $\leq 15\%$ = Sévérité 5

Raison principale de la non-scolarisation (EM)

Manque de moyens pour payer l'école	89%
Interruption suite à un déplacement	11%
Ecole n'accepte pas enfants déplacés	0%
Enfant a peur d'aller à l'école	0%
Enfant est perturbé (stress, trauma)	0%
Enfant jamais allé à l'école	0%
Autre	0%

Raison principale de la non-scolarisation (IC)

Ils ne peuvent pas payer les frais scolaires	
Ils ne peuvent pas payer le matériel scolaire	
Ils doivent travailler en dehors de la maison (agriculture, travaux, etc.)	
Ils doivent travailler à la maison	
Pour des raisons culturelles (p. ex. les filles ne vont pas à l'école)	
Mariage précoce/Mariage forcé	
Faim	
La route pour aller à l'école est trop dangereuse	
Il n'y a pas de fourniture (p. ex. des pupitres)	
Problèmes liés aux menstruations	
L'école est trop loin	
Autre	

	Filles 6-11 ans	Garçons 6-11 ans
Ils ne peuvent pas payer les frais scolaires	1	3
Ils ne peuvent pas payer le matériel scolaire	6	6
Ils doivent travailler en dehors de la maison (agriculture, travaux, etc.)	0	0
Ils doivent travailler à la maison	2	0
Pour des raisons culturelles (p. ex. les filles ne vont pas à l'école)	0	0
Mariage précoce/Mariage forcé	0	0
Faim	2	2
La route pour aller à l'école est trop dangereuse	0	0
Il n'y a pas de fourniture (p. ex. des pupitres)	0	0
Problèmes liés aux menstruations	0	0
L'école est trop loin	0	0
Autre	0	0

Taux de déscolarisation de l'école primaire (enfants n'allant plus à l'école depuis la crise) (EM)

Filles de 6 à 11 ans	10%
Garçons de 6 à 11 ans	11%
Filles de 12 à 17 ans	8%
Garçons de 12 à 17 ans	8%
Total	9%

Disponibilité des enseignants

Le même nombre d'enseignants donne des cours actuellement qu'avant la crise	50%
Une partie des enseignants ont arrêté de donner des cours à cause de la crise	25%
La plupart des enseignants ont arrêté de donner des cours à cause de la crise	25%
Un nombre plus grand d'enseignants donnent des cours depuis la crise	0%

Lieu physique des classes primaires

Ecoles existantes	75%	11	1
Espaces temporaires	25%	0	3
Dehors/sous les arbres	0%	0	4
Autre(Spécifier)	0%	0	

Analyse Éducation

Le faible taux de fréquentation dans la zone est dû à l'insécurité dans la zone. Les écoles en provenance des zones de déplacement sont toutes concentrées dans la zone évaluée. Par conséquent les infrastructures scolaires sont insuffisantes, c'est pour cette raison que certaines écoles fonctionnent dans des maisons de particuliers, dans des chapelles. Suite aux atrocités perpétrées par les groupes armés, cela a eu comme conséquences, le changement de comportements chez les enfants tels que l'isolement, la phobie, et la haine. Les bâtiments scolaires sont pour la plupart en mauvais états. La majorité des latrines ont été construites par les organisations humanitaires, mais elles sont attaquées par les termites. Les parents des élèves déplacés ont de la peine à se procurer des uniformes à leurs enfants par le fait qu'ils se sont déplacés précipitamment sans rien prendre, à cela s'ajoute la modicité de revenus des parents de ces enfants.

Conclusions générales et commentaires

Depuis fin décembre 2020 jusqu'à mai 2021, un effectif global estimé à 22 662 PDI soit 3 777 ménages est enregistré sur l'axe Mbau-Mavivi. Cette zone évaluée est couverte par trois aires de santé (AS) (Mavivi, Mangboko et Mbau). L'arrivée des PDI était d'autant plus observée depuis le mois de mars 2021. Ces familles déplacées n'ont pas reçu d'Assistances individuelles depuis leur arrivée. Elles sont affectées au niveau de l'ensemble des secteurs. Leur présence exerce une pression sur les infrastructures communautaires de base (Centre de santé, marché, lieux publics, sources d'eau, latrines), ainsi que le stock de vivres dans la zone d'accueil.

En termes de priorité, les besoins se classent de la manière suivante : (1) Sécurité alimentaire (vivres) ; (2) les Articles Ménagers Essentiels(AME)/Abris ; (3) l'Eau Hygiène et Assainissement (EHA). (4) les soins de Santé ; (5) Education (les ménages affectés par la crise se posent la question de la scolarisation de leurs enfants, car ils ont tout perdu lors des déplacements).

Pour l'instant, seules l'ONGs Solidarité Féminine pour le Développement Intégral (SOFEPADI) a ciblé 100 ménages des familles d'accueil pour les vivriers et 100 ménages pour l'élevage de chèvres, porcins et volailles. Tandis que la Communauté évangélique pentecôtiste au Congo (CEPAC) appuie 300 ménages déplacés en cultures maraichères. En abri, l'ONGs NRC est en train de construire des hangars pour abriter 92 ménages et AIDES construit 200 abris semi durables pour les familles d'accueil les plus vulnérables.

Notes de fin

1. Les résultats issus des différents questionnaires ERM sont présentés dans plusieurs colonnes distinctes avec l'entête "EM" pour les enquêtes ménages, "IC" pour les informateurs clés et "GDC/RDS" pour les données issues des groupes de discussion communautaires ou d'une revue de données secondaires (voire d'une observation libre). Si la source d'une information est autre que ces trois ou que la donnée dans une colonne ne s'y réfère pas, un entête spécifique est ajouté. Les entêtes de sources sont ensuite rappelés où nécessaire. Pour les EM, les résultats sont généralement le % de ménages ayant répondu à chacune des réponses possibles listées sur la gauche. Pour les IC, les résultats sont généralement le nombre de fois que des IC ont cité une des réponses possibles, avec plus de poids accordé aux IC spécialistes (fréquence pondérée des réponses IC). Les résultats peuvent aussi être le consensus (pondéré) des IC sur la proportion estimée de ménages en % se trouvant dans une des situations listées sur la gauche. Pour les GDC/RDS, les réponses sont des entrées manuelles des évaluateurs pour répondre aux questions pertinentes. Les données GDC/RDS se retrouvent aussi et principalement dans les boîtes de texte d'analyse pour chaque secteur. Les données issues d'observations libres peuvent également être présentées dans ces boîtes de texte.
2. Dans les cas où les réponses aux questions étaient à choix multiples, la somme des % des différentes réponses peut être supérieure à 100%. La somme des % des différentes réponses peut être inférieure à 100% car les réponses "Ne sait pas" et "Ne se prononce pas" ne sont pas présentées dans les graphes.
3. Le score de consommation alimentaire (SCA/FCS) est un indicateur de la quantité et de la qualité des aliments consommés dans un ménage. Il mesure en le nombre de jours pendant lesquels un membre du ménage a consommé respectivement 9 groupes d'aliments distincts au cours d'une période de rappel de 7 jours. Les ménages sont classés en catégories de gravité en fonction de leurs réponses. Le SCA est souvent utilisé comme indicateur de la qualité des aliments consommés. Les seuils SCA standard sont <28 pour une consommation «pauvre», 28,5-42 pour une consommation «limite» et > 42 pour une consommation «acceptable».
4. L'indice domestique de la faim (IDF/HHS) mesure la faim perçue en demandant la fréquence à laquelle un ménage a vécu trois expériences communément associées à la faim au cours des 30 derniers jours (absence de nourriture dans la maison, dormir affamé, passé une journée et une nuit entières sans manger). L'IDF est souvent utilisé comme indicateur indirect de la quantité de nourriture consommée. Les seuils et catégories utilisés pour l'analyse sont ceux utilisés pour l'IPC en RDC: 0-1 "peu ou pas de faim dans le ménage"; 2-3 "faim modérée dans le ménage"; 4-6 "faim importante dans le ménage."
5. L'indice des stratégies de survie simplifié (ISSs/rCSI) est un indicateur alternatif de l'accès aux aliments par les ménages. Il mesure le comportement des ménages pour faire face au manque de nourriture, spécifiquement les ajustements de consommation et des activités de subsistance. Ces ajustements peuvent être des changements dans la consommation; une réduction des dépenses; ou une expansion activités génératrices de revenus. Le score doit généralement être analysé dans le cadre d'une analyse des tendances. Les seuils standards pour l'ISS sont de < 3 pour une situation «acceptable», 4 - <= 18 pour une situation «limite» et > 19 pour une situation «pauvre».
6. Sources améliorées: celles protégées de l'extérieur, p.ex. robinets, trous de forage, puits tubulaires, puits creusés protégés, sources naturelles protégées, l'eau de pluie et l'eau conditionnée (en bouteilles/sachets). Sources non-améliorées: puits creusé non-protégé ou source naturelle non-protégée. Eau de surface: rivière, barrage, lac, étang, ruisseau, canal d'irrigation, etc. (source: JMP).
7. Installations sanitaires améliorées: celles conçues pour séparer hygiéniquement les excréments du contact humain, p.ex. latrine à chasse vers un réseau d'égout, fosse septique, latrines à fosse améliorées ventilées (VIP), toilettes à compost ou latrines à fosse avec dalle (source: JMP). Non-améliorées: latrines à fosse sans dalle ni plateforme, latrines suspendues ou latrines à seau. Pas d'installation sanitaire: excréments dans un espace ouvert (champs, forêts, buissons, plans d'eau ouverts, etc. ou avec les déchets solides)
8. Ces résultats sont indicatifs seulement et non-représentatifs au niveau de la zone enquêtée comme il s'agit de réponses à des sous-questions auxquelles seules une partie limitée et non-représentative de l'échantillon total à répondu.

Tableau des mouvements de population

Seules les premières 100 lignes potentielles de données de mouvement de population sont incluses dans le tableau ci-dessous (la source est IC, GDC ou EM, dans cet ordre). Pour plus de détails, le cas échéant, voir l'onglet MdP de l'outil d'analyse ERM.

Localité	Statut	Province	Territoire	Zone de Santé de	Date déplacé	Raison	Nombre
Mavivi	Déplacé interne	Nord Kivu	Beni Nord	0	01/05/2021	Conflit armé	1322
Mbau	Déplacé interne	Ituri	Irumu	0	01/05/2021	Conflit armé	2191
Ngite	Déplacé interne	Ituri	Mambasa	0	01/05/2021	Conflit armé	264